

Capital/travail

LANCEURS D'ALERTE SOCIALE

Une trentaine d'agriculteurs, venus de Changé (Mayenne) où ils participaient au blocus de l'usine Lactalis, se sont rendus hier dans un hypermarché de Laval pour cibler les produits de la marque avec des autocollants mentionnant : « Produit qui ne rémunère pas les éleveurs ».

400

C'est, en millions d'euros, le montant minimum d'indemnisation d'EDF convenu hier entre l'État et l'électricien pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), fixée à 2018.



UNE NOTE OPÉRATIONNELLE DE L'EX-ANPE A CONFIRMÉ CE TRAVAIL COSMÉTIQUE SUR LES CHIFFRES DU CHÔMAGE. PHOTO PASCAL GUYOT/AFP

PÔLE EMPLOI

Opération braderie sur la formation

Le chômage continue de grimper au mois de juillet, malgré le transfert massif de chômeurs vers les formations pour abaisser les statistiques.

François Hollande n'a décidément pas « de bol » dans sa croisade contre le chômage, pour reprendre son expression douteuse, extraite du livre *Conversations privées avec le président*. Les statistiques de Pôle emploi publiées hier soir font état d'une augmentation du nombre de demandeurs d'emplois en juillet. Si on prend en compte les chômeurs n'ayant aucune activité ou une activité réduite (catégories A, B et C), ils sont 5,4 millions d'inscrits, soit une hausse de 0,1 % sur le mois et de 0,7 % sur un an.

Mais l'hôte de l'Élysée, en déplacement à Trélazé (Maine-et-Loire), a préféré se féliciter de la « tendance » à la « baisse du chômage » depuis le début de l'année, se focalisant sur la catégorie A (les chômeurs n'ayant pas travaillé), qui, elle, enregistre une légère décroissance de 0,5 % en juillet, après deux mois de hausse consécutive. Le plan « 500 000 formations » annoncé par le président en janvier dernier, en forme d'opération de la

dernière chance pour réduire de manière « crédible » le chômage, condition sine qua non pour sa candidature en 2017, ne suffit donc pas à inverser la tendance. Certes, depuis le mois d'avril, les entrées en formation ont bondi. En juillet, 308 900 personnes étaient comptabilisées en catégorie D, soit une augmentation de 10,1 % sur les

trois derniers mois, un record absolu. En juin, les arrivées en formation s'étaient déjà envolées, mais à y regarder de plus près, 90 000 personnes étaient sorties des catégories A, B et C pour entrer en formation, alors qu'elles ne sont que 40 000 à 50 000 en moyenne chaque mois. Ce grand plan se traduit donc par un transfert massif des

chômeurs vers la catégorie D (non prise en compte lors de la présentation mensuelle des chiffres des inscrits à Pôle emploi).

Une note opérationnelle de l'ex-ANPE rendue publique par le *Canard enchaîné* début août est venue confirmer ce travail cosmétique sur les chiffres du chômage. Elle précise que « les conseillers sont sommés de cravacher » afin d'obtenir « des statistiques présentables en juillet », car « un chômeur en formation n'est plus comptabilisé comme chômeur ».

Aucune mesure n'a été prise pour renforcer les moyens à Pôle emploi

Si un milliard a été mis sur la table par l'État et le fonds de formation professionnelle pour ce dispositif, aucune mesure n'a été prise pour renforcer les moyens humains à Pôle emploi. Comme l'explique Jean-Charles Steyger, du bureau national du SNU Pôle emploi, « 500 000 chômeurs, c'est déjà ce que Pôle emploi gère sur une année ; là, c'est deux fois plus ! En tant que service public, nous ne pouvons pas être les petites mains de François Hollande, ni de quiconque ».

Au total, trois fois plus de chômeurs que de places de formation devront être sollicités par les conseillers pour atteindre ce résultat, soit 2,2 millions de demandeurs d'emploi. « On voit bien que ce plan est basé sur la volumétrie, poursuit le syndicaliste. Les contacts en mode marketing ont été intensifiés avec les demandeurs d'emploi pour leur proposer une formation, par mail, via des newsletters ou des entreprises de "phoning". Mais le travail d'orientation des chômeurs est souvent zappé. Il semble que les entrées en stages de deux-trois mois se multiplient. La qualité de l'insertion va être un vrai sujet d'évaluation... » Sans compter que ce coup d'accélérateur sur la formation répond aussi à une logique patronale, visant essentiellement les besoins de main-d'œuvre sur les métiers en tension. Loin, donc, des aspirations profondes des privés d'emplois. ●

CÉCILE ROUSSEAU